

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 24 (2012)
Heft: 94

Artikel: Point fort science et politique : que faire?
Autor: Amrhein, Valentin / Falk, Marcel / Schipper, Ori
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-970902>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Que faire ?

Changement climatique, ressources limitées, crise financière, les problèmes actuels sont complexes. Et pour les résoudre, politiciens et scientifiques doivent plus que jamais compter les uns sur les autres. *Horizons* met en lumière cette relation étroite. Quel est son impact sur la liberté de la recherche ? Un chercheur, un ancien fonctionnaire et un lobbyiste donnent leur avis. Comment se positionne la recherche dans le domaine du développement durable et que fait un scientifique au Sommet de Rio de Janeiro ?

Quand le savoir s'accumule.
Le conseiller fédéral
Alain Berset derrière une
pile de dossiers.
Photo : Peter Klaunzer/Keystone

Recommandations univoques : un rêve dépassé

Le politique attend de la science qu'elle lui fournisse des messages sans équivoque. Alors que cette dernière est le plus souvent incapable de le faire. *Par Valentin Amrhein*

Le politique attend de la science des marches à suivre concrètes. Alors que pour s'épanouir au mieux, celle-ci devrait pouvoir mener librement recherche et enseignement. Quel est le comportement des acteurs concernés dans ce champ de tension ? Comment la science et le politique s'influencent-ils mutuellement dans le système suisse ? Les réponses d'un historien des sciences, d'un ancien haut fonctionnaire, familier de la recherche, et d'un lobbyiste des sciences.



Samuel Trampey/Keystone

«Le débat porté sur la place publique a rapproché la façon dont la science et la politique sont perçues.» Jakob Tanner

D'après Jakob Tanner, historien à l'Université de Zurich, la politique actuelle fonctionne le plus souvent en s'appuyant sur des recommandations scientifiques. Elle attend de la science «qu'elle apporte des solutions solides aux problèmes». Les pronostics scientifiques doivent rendre l'avenir prévisible : nous voulons savoir de combien s'élèvera la température si nous continuons sur notre lancée en termes de mobilité et de mode de vie ; quelles sont les

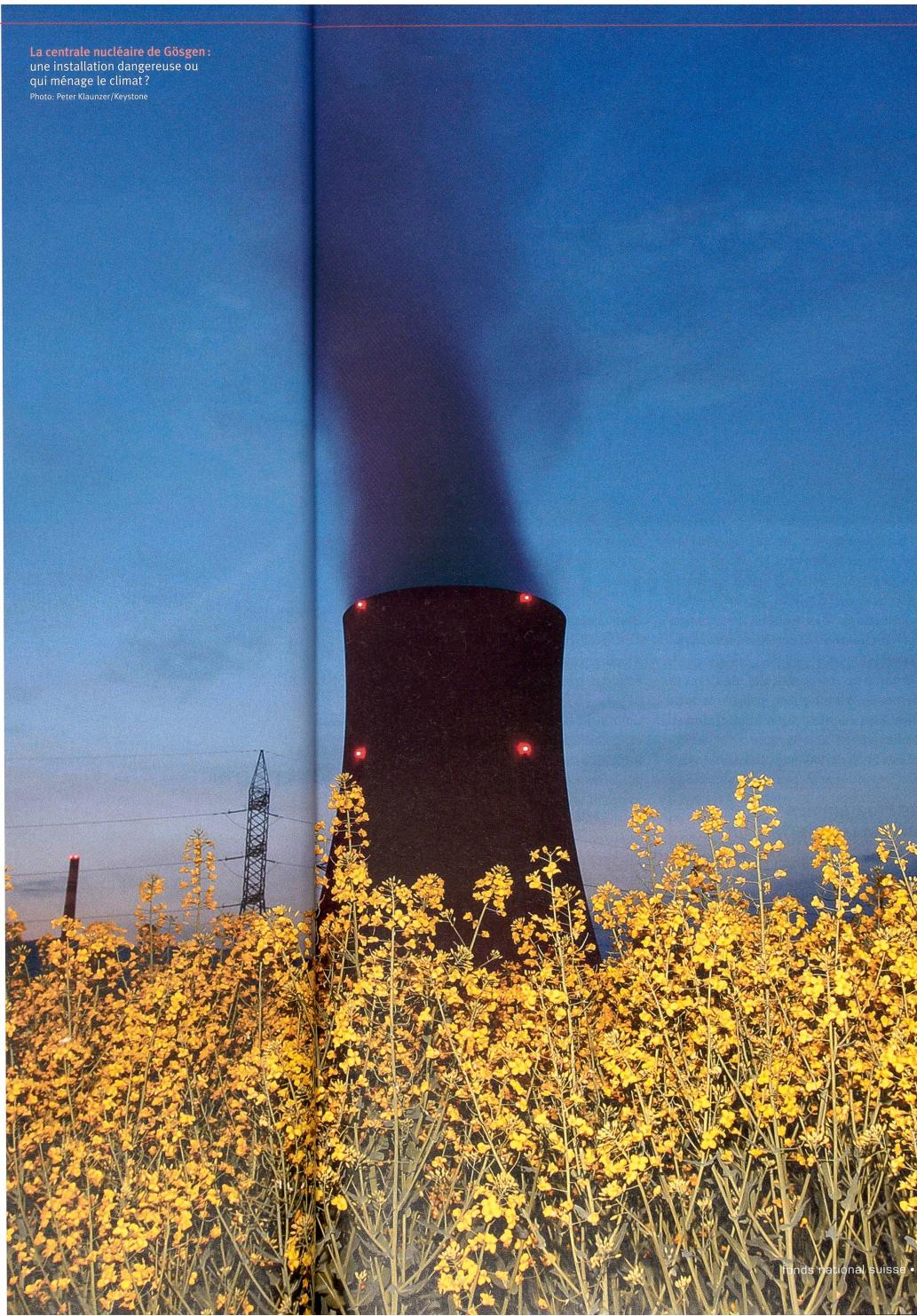
actions politiques susceptibles d'enrayer le changement climatique; et ce que ce dernier et les contre-mesures prises vont nous coûter.

«Pour le public des années 1950, l'expert avait une aura de scientifcité et il était le porte-parole d'une réalité objective», poursuit Jakob Tanner. Mais vers 1970, cette culture a périclité. On a commencé à voir non plus un expert mais beaucoup d'experts s'exprimer. Et chacun d'eux de raconter quelque chose de différent.» Pour le public actuel, la science n'est plus l'expression douée d'autorité d'une vérité qui ne souffre aucune contradiction mais celle d'un débat avec différentes positions. Cette vision est plus proche de l'essence de la science qui ne connaît pas de vérités définitives. Comme l'a exposé le philosophe Karl Popper, une hypothèse scientifique ne saurait être prouvée, mais seulement réfutée.

«Des recommandations scientifiques univoques et unanimes à l'attention du politique sont un rêve dépassé», conclut l'historien. Le débat porté sur la place publique a rapproché la façon dont la science et la politique sont perçues. Mais cela signifie aussi que certaines recommandations scientifiques sont considérées comme incertaines ou partisanes. L'opposition qu'elles rencontrent est donc aussi forte que celle que suscitent les recommandations émanant des partis ou des associations.»

Le fait que les arguments livrés par la science aient souvent été utilisés pour favoriser des intérêts économiques a contribué à cette situation. Certes, la Suisse est dotée d'un système de démocratie directe et parlementaire, mais les groupes de pression y jouent un rôle important.

La centrale nucléaire de Gösgen :
une installation dangereuse ou
qui ménage le climat ?
Photo: Peter Klaunzer/Keystone



Fonds national suisse • Académies-suisses • horizons septembre 2012

Laurent Gilliéron/Keystone

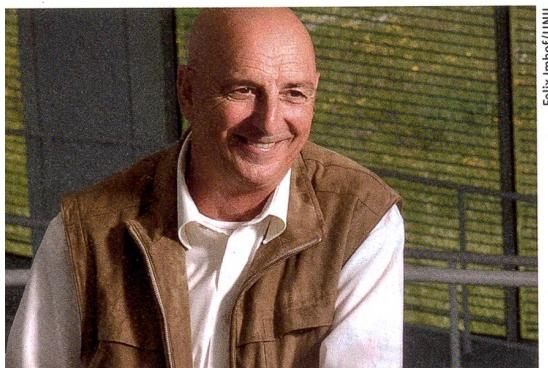


«Comment les politiques pourraient-ils trancher si les experts ne sont pas d'accord sur la meilleure solution ?»
Thomas Zeltner

«Lorsque ces groupes cherchent à faire primer leurs intérêts, différentes opinions politiques entrent en collision, rappelle Jakob Tanner. Et les médias s'emparent volontiers de ces conflits. La tendance est à une interpénétration toujours plus forte de la science et du politique. Les politiciens misent sur des conclusions scientifiques pour leurs campagnes électorales, ils sont de plus en plus dépendants du coaching et font analyser leurs interventions médiatisées par des psychologues.»

Thomas Zeltner, ancien directeur de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), estime lui aussi que le politique a profondément besoin de faits scientifiques pour fonder ses décisions. Mais dans certains cas, le peuple n'accorde pas la même valeur aux assertions scientifiques que les élus ou que la majorité des chercheurs. Pour lui, la médecine complémentaire est un exemple de ce cas de figure. Même si l'étude commandée par les autorités fédérales a conclu que son efficacité n'était pas démontrée, elle est de nouveau partiellement prise en charge par les caisses-maladie, depuis la votation populaire de 2009.

Sur mandat de l'OMS, l'ancien haut fonctionnaire a analysé les stratégies utilisées par l'industrie du tabac pour défendre ses intérêts : «Dès qu'une étude démontrait que le tabagisme passif était dommageable pour la santé, le lobby du



Felix Imhof/UNIL

«Les politiciens aimeraient qu'on leur dise : si vous choisissez ceci, il se produira cela.» Claude Comina

tabac réagissait en mettant en doute la crédibilité des scientifiques ou des résultats», rappelle-t-il. Reste que le doute est un principe scientifique fondamental. Comment le politique réagit-il au fait que les recommandations scientifiques en sont assorties, la plupart du temps? Selon Thomas Zeltner, dans les situations de crise, le politique prend souvent des mesures dans le sens de la prévention, l'achat de vaccins par exemple, même s'il n'est pas certain que le pire se produira, comme dans le cas d'une pandémie de grippe. En dehors des crises, il est beaucoup plus difficile d'amener le Parlement à prendre une décision si les scientifiques ne sont pas d'accord entre eux. Cela vaut notamment pour les projets à long terme comme la politique énergétique et le changement climatique. «Il est difficile de trouver un consensus aujourd'hui, pour réagir à des éléments qui ne seront problématiques que dans quarante ans, analyse-t-il. Comment les politiques pourraient-ils trancher, alors que les experts ne sont pas d'accord sur ce qui représenterait la meilleure solution?»

Sujets difficiles à maîtriser

En raison des progrès de la science, les sujets dont les parlementaires discutent sont de plus en plus difficiles à maîtriser. «Au sein des groupes parlementaires, il n'y a que quelques spécialistes, et les autres suivent, explique Thomas Zeltner.

Au Parlement, le nombre d'interlocuteurs pour les sujets scientifiques est donc très restreint. C'est évidemment une porte d'entrée pour les lobbyistes qui tentent d'influencer les leaders dans un sens ou dans l'autre.»

Claude Comina, de Netzwerk Future, une «communauté d'intérêts regroupant des partenaires des hautes écoles et des milieux scientifiques et politiques», est l'un d'eux. La salle des pas perdus est son lieu de travail mais, à l'inverse d'autres lobbyistes, il n'a rien à vendre. «La seule chose que je pourrais vendre, c'est le produit des HES et des universités, autrement dit des gens formés, explique-t-il. Les étudiants des hautes écoles pédagogiques auront une influence directe sur l'éducation scolaire de demain. Les mathématiciens et les ingénieurs feront avancer l'industrie, les étudiants en littérature transmettront leurs connaissances aux gymnasiens ou au travers de publications. Investir dans la formation et la recherche, c'est investir dans l'AVS.»

Comme un interprète, Claude Comina s'efforce de traduire les préoccupations scientifiques en préoccupations politiques. Et inversement, il enseigne aux scientifiques le «dialecte politique» qu'il

entend dans la salle des pas perdus. «Aujourd'hui, les politiciens ne veulent pas seulement voir la recherche déboucher sur de plaisantes innovations, genre téléphone sans fil, poursuit-il. Ils souhaitent un retour sur investissement et mesurer l'impact général de la recherche sur la société et l'économie, savoir, par exemple, si l'augmentation des dépenses dans la formation et la recherche se répercute sur le nombre des personnes sans emploi au niveau national.»

Le problème, précise-t-il, c'est «qu'en tant que politicien, lorsque vous allouez 200 millions de francs aux CFF, vous voyez le résultat: il y a davantage de trains qui roulent. En revanche, si vous versez 200 millions à la recherche, vous ne verrez rien. L'unité de temps du politicien est de quatre ans, alors que celle de la recherche s'échelonne entre dix et quinze ans.»

Bien choisir ses mots

Les politiciens veulent des faits, mais «malheureusement, les scientifiques sont souvent trop compliqués. Qu'il y ait des débats, en science, c'est normal. Mais les politiques ne tiennent pas à les connaître en détail. Ils ne s'intéressent qu'au dénominateur commun», fait valoir le lobbyiste. D'où la nécessité de bien choisir son moment et ses mots: «L'enjeu réside dans la manière de communiquer, dans une expression claire et simple, souligne-t-il. Les politiciens tiennent à connaître les répercussions des alternatives proposées par les scientifiques. Ils aimeraient qu'on leur dise: si vous choisissez ceci, il se produira cela.»

Les gens tels Claude Comina servent de passeurs entre des mondes a priori très éloignés: entre les spécialistes que sont les scientifiques et les profanes informés que sont les politiciens. Or, ces deux mondes ont besoin l'un de l'autre. Le politique ne s'en sort pas sans expertise scientifique. Les scientifiques devraient donc chercher à contribuer à la formation de l'opinion publique. Car les chercheurs modifient notre vision des choses et en parlent. En ce sens, ils exercent tous une activité politique.

Les Programmes nationaux de recherche

Dans le cadre des Programmes nationaux de recherche (PNR), la science et le politique se côtoient de très près. Introduits en 1975 par le FNS, ils fonctionnent selon le modèle suivant: «Les politiciens posent une question, les scientifiques y répondent, les politiciens agissent.» Une fois que le politique et l'administration ont identifié un problème socio-politique urgent, le FNS met sur pied un programme de recherche, censé apporter des réponses à ces questions en cinq ans environ, grâce à un financement compris entre 5 et 20 millions de francs. Les chercheurs émettent des recommandations sur la base des réponses obtenues, et le politique décide de leur application. Deux nouveaux programmes sur le sol (PNR 68) et l'alimentation (PNR 69) ont été lancés cette année. uha



satisfaction commune
l'issue de la Conférence
des Nations Unies sur le
développement durable (Rio
de Janeiro, 22 juin 2012).
Foto: Antonio Lacerda/Epa/Keystone

L'ultime tentative ?

C'est dans les coulisses des galas ministériels du Sommet de Rio de Janeiro que la recherche en matière de développement durable s'est réorganisée. L'objectif visé: assurer la pérennité de notre monde. *Par Marcel Falk*

«Sur les 90 objectifs les plus importants en matière d'environnement, quatre seulement connaissent des progrès sensibles», écrit Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans le préambule de son dernier rapport. Si la science est censée servir de base à l'action politique, le véritable fossé réside dans la mise en œuvre. «Or, ce fossé ne saurait être comblé par d'autres surveillances satellites, études de terrain et modélisations informatiques, mais par du courage, de la détermination et un leadership politique», a-t-il fait valoir au Sommet de Rio.

La recherche mondiale dans le domaine du développement durable cherche à mettre davantage la société à contribution. Le concept qu'elle a présenté à Rio s'intitule «Future Earth». Anne Larigauderie, directrice de DIVERSITAS, le Programme international de recherche sur la biodiversité, y a contribué: «Nous

connaissions déjà une grande partie des mécanismes de destruction de la biodiversité, explique-t-elle. Avec Future Earth, il s'agit de développer des solutions.»

L'entreprise est censée réussir grâce à un «co-design» et une «co-production» à tous les niveaux, à commencer par celui de la science. Aujourd'hui, les milliers de chercheurs qui travaillent dans le domaine s'organisent au sein des quatre programmes mondiaux de recherche: sur le climat, la géosphère et la biosphère, la biodiversité et les dimensions humaines (voir encadré). «Nous sommes appelés à penser maintenant les programmes comme un tout, souligne Anne Larigauderie. Notre organisation ne doit pas être uniquement animée par des intérêts scientifiques, mais aussi par des questions prioritaires pour la société». Des questions fixées cette année encore, après une consultation en ligne.

Les sciences humaines et sociales, notamment, devraient marquer davantage cette recherche. Dans un rapport paru

en mars, le Conseil international des sciences sociales (CISS), qui a contribué au développement de Future Earth, constate que l'on a échoué «à éveiller l'imagination et l'attention des sciences sociales classiques». Il déplore qu'en sciences politiques, en sociologie ou en psychologie, on travaille à peine sur le sujet du changement global.

Sciences sociales à égalité

Le CISS demande que les sciences sociales soient traitées à égalité: «Jusqu'ici, les chercheurs en sciences naturelles ont fait appel aux chercheurs en sciences sociales pour évaluer et promouvoir des solutions issues de leurs domaines.» Or, à l'avenir, une description commune des problèmes, un apprentissage réciproque et, enfin, un co-design de la recherche, seront nécessaires.

Mais l'objectif de la collaboration au sein de Future Earth est d'aller au-delà de la communauté de la recherche. La

plateforme sera dirigée conjointement par un comité scientifique et un nouveau conseil d'administration pluripartite, où siégeront notamment des «utilisateurs» de la recherche s'agissant du développement durable, aux côtés des chercheurs et des organisations d'encouragement de la recherche. On attend d'eux qu'ils «identifient les priorités de cette dernière et qu'ils apportent une contribution en termes de connaissances pour le développement de solutions», explique le texte fondant la vision de Future Earth.

Les chances pour une nouvelle ère de la recherche en matière de développement durable sont bonnes. Future Earth, qui démarra en 2013, est prévu pour durer dix ans. Le programme est le résultat du travail d'acteurs puissants, qui se sont regroupés il y a deux ans. Les grands pourvoyeurs d'encouragement de la recherche ont ainsi rejoint le Conseil international des unions scientifiques (CIUS), le CISS et différentes organisations onusiennes. Ils se consultent au sein du Belmont Forum, un groupe informel qui réclame une «transformation de la recherche environnementale globale en recherche globale dans le domaine du développement durable», comme le for-

mule Johannes Karte, représentant de la communauté allemande de la recherche.

«La volonté pour une véritable transformation est forte», constate Anne Larigauderie. Mais Future Earth n'est pas un remède miracle. La force des communautés de recherche réside aujourd'hui dans l'étude et la modélisation du changement global. «Comment faire pour conserver ces communautés, tout en opérant la transformation nécessaire au développement transdisciplinaire de solutions?», s'interroge-t-elle. Une décision a déjà été prise: tous les projets encore en cours se poursuivront.

Trois des quatre programmes – IGBP, DIVERSITAS et IHDP (voir encadré) – fusionneront probablement au bout de plusieurs années de transition. Leurs comités nationaux sont essentiels à l'échange au sein de la communauté de la recherche. Pourtant, certaines questions sur les conséquences que la fusion

aura pour eux sont encore sans réponse. «Il faut vraiment améliorer l'information aux chercheurs», insiste Johannes Karte.

«Au niveau des rapports de confiance, les initiateurs de Future Earth ont commis une erreur importante», affirme pour sa part Markus Fischer, du Forum Biodiver-

sité de l'Académie suisse des sciences naturelles, qui déplore le caractère imposé d'en haut de Future Earth. Pour lui, les chercheurs ont été insuffisamment impliqués. Et la question de l'ancrage régional et local reste entière, alors qu'elle est essentielle pour une recherche transdisciplinaire, orientée vers des solutions. Les analyses montrent qu'en termes de développement durable, les rares améliorations ne résultent pas d'accords internationaux et multilatéraux, mais de programmes politiques nationaux. La Chine et l'Inde ont ainsi tiré de nombreuses personnes de la pauvreté. La recherche doit donc aussi pouvoir développer des solutions régionales.

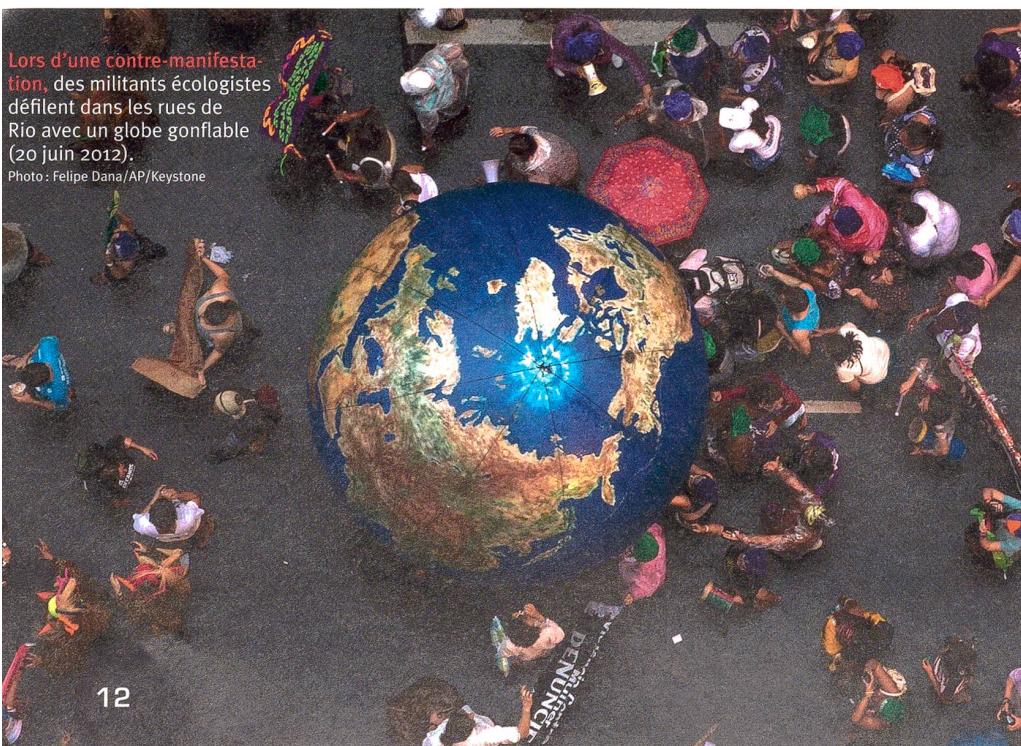
Une autre institution nouvelle mise sur l'inclusion du savoir local: la Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques

Développement durable : la science s'organise

Concernant la recherche en matière de développement durable, l'institution la plus connue est le GIEC. Sa tâche principale: consolider les résultats issus de la recherche sur le climat et les mettre à disposition de la société, sous forme de rapports. L'IPBES assumera une fonction analogue dans le domaine de la biodiversité. Les quatre programmes mondiaux de recherche, au sein desquels les chercheurs se sont organisés, sont surtout actifs au début des travaux de recherche. Ils fixent les standards de recueil des données, déclarent prioritaires certaines questions sans réponse et mettent au point des stratégies de recherche, dont les chercheurs se servent pour développer leurs propres projets et les soumettre aux institutions nationales d'encouragement de la recherche. Le plus ancien de ces programmes est le Programme de recherche mondial sur le climat (WRCP): il existe depuis 1980. Le Programme international géosphère-biosphère (IGBP) organise la recherche consacrée aux processus interactifs physiques, chimiques et biologiques de la Terre, DIVERSITAS coordonne la recherche sur la biodiversité et le Programme international sur les dimensions humaines (IHDP) s'intéresse au système être humain-environnement.

Lors d'une contre-manifestation, des militants écologistes défilent dans les rues de Rio avec un globe gonflable (20 juin 2012).

Photo : Felipe Dana/AP/Keystone





Les indigènes et d'autres activistes dessinent, dans le sable de Rio, les contours d'une figure humaine (19 juin 2012).
photo: Antonio Lacerda/Epa/Keystone

(IPBES). Inspirée du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), elle a été fondée en 2012 au Panama et est dirigée par un groupe au sein duquel toutes les régions du monde sont représentées de manière égale par des «experts multidisciplinaires». «En matière de diversité, il existe un savoir régional et traditionnel considérable», relève Anne Larigauderie. L'objectif de l'IPBES est d'évaluer la qualité de ce savoir, souvent transmis oralement et n'ayant pas fait l'objet d'une analyse statistique.

Le savoir local est important pour comprendre la biodiversité. Mais pour une réalisation ultérieure, l'intégration locale l'est tout autant. «Les questions qui se posent dans les régions sont complètement différentes», explique Markus Fischer. En ce qui concerne le GIEC, la couverture locale constitue une faiblesse, entre-temps reconnue. 80 pour cent des auteurs sont originaires de pays de l'OCDE. Dans de nombreuses régions du monde, il ne jouit pas d'une crédibilité et d'une légitimité suffisantes. Des études montrent que les connaissances sur le climat

souffrent de lacunes régionales importantes.

L'IPBES tient compte des expériences du GIEC et mise sur une transparence totale à tous les échelons (sélection des

experts, procédure de consultation des rapports). «Celle du GIEC est mise en doute, nous en sommes conscients», affirme Anne Larigauderie. Mais ce dernier reste un exemple pour l'IPBES: «Nous aimerais obtenir pour la biodiversité ce qu'il a obtenu pour le climat: une meilleure visibilité dans le monde politique, plus d'influence et, pour la recherche, des banques de données, des scénarios et des objectifs communs.»

Future Earth et l'IPBES permettront-ils d'opérer un tournant vers un monde durable? «Seule, la science n'apportera pas la solution», estime Heinz Gutscher, président des Académies suisses des sciences, qui souligne que les connaissances mises au jour par la recherche dans le domaine du développement durable ne sont pas tout: «Il faut des histoires qui convainquent et se propagent comme des virus», explique-t-il. Mais qui les racontera? Et comment? Un nouveau programme international de recherche intitulé «Savoir, apprentissage et transformation sociale» cherche des réponses à cette question, avec différents acteurs de la société. ■

Pas de trafic d'indulgences

Après avoir mis sur le tapis le sujet du développement durable, les chercheurs se réorganisent: leur objectif n'est plus seulement de comprendre le changement global et de le prédire, mais de développer des solutions avec la société. L'idée est bonne et l'action nécessaire. Mais à elle seule, la science n'y parviendra pas. La société doit assumer ses responsabilités et mettre en œuvre des réponses. La recherche dans le domaine du développement durable a besoin de davantage d'argent, mais la mise au point de solutions ne se fera pas au détriment de la recherche fondamentale. Il convient aussi de créer des terrains favorables, où émergent de nouveaux métiers, à la jonction de la science et de la société, sans rupture de carrière. La société doit se donner les moyens de faire de la recherche: pour façonner son avenir, et non pour pratiquer le trafic d'indulgences. mf

« D'abord la faisabilité, puis la volonté politique »

Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de cette année, l'euphorie de 1992 n'était plus guère au rendez-vous. Mais comme le relève Hans Hurni, géographe, l'économie est désormais de la partie. *Par Ori Schipper. Photo: Annette Boutellier*

Hans Hurni, votre voyage à la Conférence sur le développement durable « Rio+20 » en a-t-il valu la peine ?

Oui, j'y ai vécu beaucoup d'expériences précieuses. En tant que membre de la délégation suisse, j'ai pu voir les représentants des bureaucraties nationales négocier, et les juristes chipoter sur quelques termes pendant l'établissement d'un document auquel les grands blocs politiques et plus de 200 Etats ont fini par adhérer. J'ai réalisé à quel point le consensus est mince, et combien la marge de manœuvre pour les négociations entre Etats est étroite.

Pouvez-vous donner un exemple ?

Dix jours durant, les délégations se sont opposées à ce que le terme « transition » figure dans la déclaration finale de la conférence. Et pourtant, la quasi-totalité des 20 chefs d'Etat que j'ai écoutés ont revendiqué une « transition vers le développement durable » pour leur pays dans leur discours de clôture. Ils ne souhaitent pas de transformation sous la contrainte, mais une mutation volontaire au niveau national. S'ils l'amorcent dans les faits, il n'y a rien à objecter.

En tant que scientifique, pouvez-vous vous identifier aux principaux objectifs de la conférence, à savoir le renouvellement de l'engagement politique, et une économie et une gouvernance vertes ? Ou auriez-vous fixé les priorités différemment ?

Non, j'estime raisonnable de mettre l'économie verte au premier plan. Lors de la

première Conférence sur l'environnement à Stockholm, en 1972, les politiciens ont arrêté des mesures pour assurer les fondements écologiques à long terme. A l'occasion de la Conférence sur l'environnement et le développement de 1992 à Rio et, en 2000, lors de la formulation des Objectifs du millénaire, la dimension sociale est venue s'ajouter. Dans cette perspective, il me paraît logique que, cette année, l'économie ait été un sujet important. L'environnement, la société et l'économie, qui sont les trois dimensions du développement durable, sont maintenant couverts.

Vous étiez le seul représentant scientifique de la délégation suisse. Quelle était votre mission ?

Je n'avais pas d'objectif scientifique concret. J'ai participé aux négociations et soutenu autant que possible la délégation suisse. Contrairement à la première Conférence de Rio, voilà vingt ans, la science n'a pas mis de nouveaux sujets sur le tapis. A l'époque, l'ambiance était au renouveau. On voulait dicter au politique ce qu'il fallait faire, par le biais de différentes conventions, notamment sur le climat, la désertification et la biodiversité. L'atmosphère était euphorique : de toutes nouvelles idées étaient lancées, mais qui, à la longue, se sont révélées peu praticables.

Et cette année ?

En termes de nouveaux engagements, les politiques ont été beaucoup plus prudentes.



Mais le consensus et la volonté commune de promouvoir le développement durable sont là. Les médias jugent à tort qu'ils sont superficiels. En ce qui me concerne, une perspective de petits pas constants ne me pose pas de problème, et je ne suis pas malheureux de voir que l'époque des grands projets peu réalisables est révolue.

Pensez-vous que les mesures modestes auront plus de succès ?

Fondamentalement oui, même si je regrette que la vision formulée dans le texte de la conférence reste schématique et bureaucratique. En tant que scientifique, j'aurais préféré y retrouver les grandes questions. Sans utopie, aucune vision véritable ne se

Hans Hurni

Hans Hurni est président du Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne et directeur du Pôle de recherche national « Nord-Sud ». Ce géographe étudie depuis bientôt quarante ans comment améliorer la protection et la conservation de ressources naturelles telles que le sol ou l'eau. Sur mandat des Académies suisses des sciences, il était membre de la délégation suisse à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue cette année à Rio de Janeiro.

réalise. En ce qui concerne les perspectives de succès de la conférence de cette année, il faut encore ajouter quelque chose d'essentiel. Parallèlement à la rencontre officielle et au Sommet des peuples, organisé par la société civile dans un village de tentes aux abords de Flamenco, l'économie s'est réunie pour la première fois. Je n'y étais pas, mais j'ai entendu dire que cette rencontre avait été novatrice et créative. L'industrie a maintenant montré qu'elle voulait prendre ses responsabilités. Cela imprimerá un nouvel élan. Si les entreprises font le choix du développement durable, elles ne tarderont pas à réclamer aux politiques d'instituer des conditions cadres leur octroyant des avantages par rapport à leurs concurrents qui ne produisent pas dans le respect des mêmes exigences.

Des conditions cadres de ce type ont-elles été fixées ?

Non, mais cela ne me déçoit pas. On ne pouvait pas attendre des politiques qu'ils signent des accords auxquels l'économie mondiale aurait à se conformer. La déclaration finale de la conférence se borne à confirmer une volonté, sans énoncer de directives concrètes. Cette tâche a été déléguée aux gouvernements nationaux. Mais le dernier jour de la conférence, le document préparé a été adopté en quelques minutes et acclamé. Le fait que nous ayons trouvé une solution acceptable pour tous est, à mes yeux, un succès plus important que la formulation d'exigences qui ne seraient pas respectées par la suite.

Que peut faire la science, maintenant ? Elle doit s'orienter encore davantage en fonction des problèmes globaux et chercher des solutions novatrices. Avec le modèle actuel d'encouragement de la recherche, ce n'est toutefois possible que de façon limitée, car les sujets – comme la lutte contre la pauvreté ou la corruption – doivent être abordés de façon large et intégratrice, avec les différents acteurs concernés, c'est-à-dire de façon transdisciplinaire. Pourtant, la recherche ne devrait pas viser seulement le gain de connaissances et l'approfondissement continu du savoir systémique, mais montrer au politique les différentes options permettant à la société et à l'économie d'évoluer en direction d'un développement durable. Ce savoir dit transformationnel devrait être davantage encouragé.

Si la volonté politique n'est pas au rendez-vous, à quoi cela sert-il de mettre en évidence les options ?

Une voie praticable que le politique puisse avoir à l'esprit est indispensable. Ce dernier doit être certain que ses décisions amèneront des évolutions possibles. Ce n'est qu'une fois la faisabilité établie que la volonté politique se constitue.

Cela vaut-il aussi pour les pays pauvres du Sud ?

Dans ces Etats, la science occupe encore une position marginale, le budget de recherche y est de cent à mille fois inférieur à celui de la Suisse ou du Canada. Les pays en développement doivent commencer par mettre en place des capacités de recherche, c'est-à-dire investir dans des infrastructures de recherche et former des gens, avant que la science puisse être mise à contribution pour résoudre les problèmes sur place. Cela nécessite beaucoup d'argent. Lorsque le Pôle de recherche national « Nord-Sud » prendra fin, la Suisse continuera de soutenir financièrement ses partenariats de recherche, mais il n'y aura plus de fonds pour la mise en place de capacités de recherche dans les pays du Sud. Je trouve cela regrettable et irritant. Dans un monde durable, les pays du Sud doivent aussi évoluer vers des sociétés du savoir.